



DECLARATION COMMUNE

Déclaration des trois organisations syndicales : **CGT-CFTC** et **FO_{DGFIP}**.

2 569 emplois supprimés pour la seule DGFIP

- Au plan national :
 - 1 464 suppressions d'emplois pour la filière fiscale
 - 1 105 suppressions d'emplois pour la filière gestion publique
- Au plan départemental :
 - 14 suppressions d'emplois pour la filière fiscale
 - 13 suppressions d'emplois pour la filière gestion publique

Pas une seule autre Administration n'a eu à subir de telles coupes dans ses effectifs.

Le gouvernement accélère ainsi les réformes de l'administration avec comme unique objectif la réduction massive des emplois.

Cette logique infernale et dogmatique qui adapte les missions aux suppressions d'emplois, est une injure faite à nos services publics financiers dont les mérites ne sont plus à démontrer dans cette période de crise.

Cette politique d'austérité et de restriction placée sous le vocable « Révision Générale des Politiques Publiques » ne peut se mettre en place qu'au détriment de l'accès aux services publics et provoque une dégradation inquiétante des conditions de travail des agents.

Les organisations syndicales contestent l'approche gouvernementale visant à faire de la fusion le réservoir à suppressions d'emploi et ceci au nom de gains de productivité qui sont loin d'être constatés dans nos services.

Ces conséquences néfastes sont répercutées ce jour en Indre et Loire avec la convocation de la commission technique paritaire locale ayant notamment pour ordre du jour la déclinaison des suppressions d'emplois.

Condamnant cette situation, les organisations syndicales **CGT-CFTC** et **FO_{DGFIP}** ont décidé de ne pas siéger à la commission technique paritaire locale convoquée ce jour.